



5het7a

RAPPORT DE MISSION

Du 29 Octobre au 5 Novembre 2009, une mission conjointe Banque Mondiale. Secrétariat International de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractive (ITIE) a séjourné en République Centrafricaine.

La Mission est composée du Directeur Régional pour l'Afrique Francophone au Secrétariat International de l'ITIE, Monsieur TIM BITTIGER et de la Spécialiste en développement minier, Responsable de l'ensemble du portefeuille minier de la République Centrafricaine à la Division Hydrocarbures et Mines de la Banque Mondiale, Dr Brigitte BOCOUM.

Le but de cette mission est d'évaluer la mise en œuvre de l'ITIE en République Centrafricaine et de renforcer les capacités des membres des organes de la mise en œuvre de l'ITIE en République Centrafricaine, des acteurs de la société civile et des professionnels des médias.

Journée du 29 Octobre 2009

Dans l'après-midi, les deux membres de la mission ont été reçu en audience au Palais de la Renaissance par le Président de la République, chef de l'Etat, le Général d'Armée François BOZIZE. Cette audience s'est déroulée en présence du Ministre d'Etat aux Mines, à l'Energie et à l'Hydraulique, Président du comité de Pilotage de l'ITIE-RCA, le Lieutenant-colonel Sylvain NDOUTINGAI et du Secrétaire Technique de l'ITIE-RCA, Robert MOÏDOKANA.

En début de soirée, une séance de travail a regroupé au Cabinet du Secrétaire Technique, les deux Experts et les membres du Secrétariat Technique.

Dans ses mots introductifs, le Secrétaire Technique a d'abord présenté les membres de ladite mission, ensuite l'équipe du Secrétariat Technique.

Il a exposé sur le contexte de la mise en œuvre de l'ITIE en RCA qui relève de la ferme volonté du Président de la République, les différences organes de mise en œuvre de l'ITIE-RCA, leur composition et leurs attributions.

Aussi, il les a situées sur le budget de l'ITIE-RCA qui est supporté à 80% par le Gouvernement et 20% par la Banque Mondiale et les autres partenaires au développement.

Au stade actuel, soixante quatre Millions (64.000.000) FCFA ont été décaissés par le Gouvernement sur un montant de deux cent soixante millions cinq cent mille (260 500 000) F CFA ; La Banque Mondiale quant à elle vient de libérer vingt quatre Millions (24.000.000) FCFA sur cent quarante cinq Millions (145.000.000) FCFA et cent quarante sept mille soixante quinze (147 075) Dollars sont à rechercher, a déclaré le Secrétaire Technique.

Le Secrétaire Technique a insisté sur le renforcement des capacités des membres des organes de l'ITIE-RCA qui n'ont reçu aucune formation en la matière. Il a émis le vœu que ces besoins soient pris en compte par le Secrétariat International.

Il a par ailleurs développé la stratégie de communication mise en place pour faire connaître l'ITIE et disséminer le 1^{er} Rapport ITIE-RCA. Cette stratégie s'articule autour de l'organisation des conférences de presse, des conférence-débats, des rencontres avec des parties prenantes, des émissions dans les Radios nationales, privée, confessionnelles et communautaires et bientôt la mise en place des comités locaux dans les provinces.

Intervenant à son tour, le Directeur Régional pour l'Afrique Francophone TIM BITTIGER s'est réjoui de sa visite en Centrafrique pour la première fois, et surtout avec sa rencontre avec les membres du Secrétariat Technique de l'ITIE-RCA. Il leur a transmis les mots d'encouragements du Secrétariat International, pour l'enthousiasme et le professionnalisme qui les ont caractérisés dans la mise en œuvre de l'ITIE en République Centrafricaine.

Monsieur TIM a aussi indiqué que cette visite en Centrafrique est une première démarche pour établir un partenariat avec l'ITIE-RCA.

Emerveillé par la pertinence de la stratégie de communication mise en place par l'ITIE-RCA, il a souhaité que cette expérience puisse être partagée à l'occasion d'un atelier sur les meilleures pratiques d'une stratégie de communication qui sera organisée en 2010.

Il n'a pas manqué de reconnaître que « la République Centrafricaine est sur la route de la validation » C'est pourquoi, il l'encourage à poursuivre les démarches déjà entreprises.

Quant au Dr Brigitte BOCOUM, elle a, dans son intervention, indiqué que la République Centrafricaine et la Banque Mondiale ont un souci conjoint, celui de faire du secteur minier un instrument pour la réduction de la pauvreté. Elle a reconnu qu'il y a eu des

avancées significatives dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE en République Centrafricaine.

Aussi, a-t-elle insisté sur l'importance du processus de la validation et invité le Secrétariat Technique à entretenir un dialogue fluide avec toutes les parties prenantes.

Avant de lever cette séance de travail, le Secrétaire Technique a réitéré la détermination de la RCA d'atteindre le statut de pays conforme.

Journée du 30 Octobre 2009

Cette journée a été marquée par des rencontres avec les partenaires au développement, les organisations de la société civile et les acteurs du secteur minier.

Dans la matinée, le Secrétaire Technique et la mission conjointe se sont entretenus avec le Conseiller de coopération et d'action culturelle à l'ambassade de France en République Centrafricaine, Monsieur Didier NIEWIASOWSKI.

L'essentiel des questions débattues lors de cette rencontre a tourné autour de la recherche de financement de certaines activités de l'ITIE-RCA, dont le montant s'élève à cent quarante un mille soixante quinze (141 075) Dollars.

Le Secrétaire Technique a informé ses hôtes que des correspondances ont été adressées à la Banque Africaine de Développement, à l'Union Européenne, à l'Ambassade de France et au projet GTZ-REMAP-CEMAC à cet effet.

Cependant le PNUD a accepté de financer la création du Site Web de l'ITIE-RCA et d'assurer la formation de ses administrateurs. L'avis d'appel d'offres a déjà été lancé, a-t-il précisé.

Le conseiller de la Coopération a annoncé l'aide de la France à l'ITIE-RCA, d'un montant de dix mille (10 000) Euros dans la première quinzaine du mois de novembre de l'année en cours.

Cette aide servira à la mise en place des comités locaux. Il a par ailleurs déclaré que son pays mettra à la disposition de la République Centrafricaine, d'ici 2010 deux experts pour les renforcements des capacités des membres des organes de la mise en œuvre de l'ITIE-RCA.

Ils ont aussi échangé l'échéancier de la validation, les frais du validateur et le deuxième rapport qui selon Dr BOCOUM est vraiment crucial pour la République Centrafricaine. Un suivi technique et collégial du rapport est conseillé par Monsieur TIM.

Monsieur TIM a, par ailleurs, félicité l'ITIE-RCA d'avoir intégré dans le champ de collecte le secteur informel. Ce qui est une première dans l'histoire de l'ITIE, car les autres pays se concentrent uniquement sur les productions industrielles.

Dans l'Après-midi, les membres de la mission conjointe et le Secrétaire Technique ont conféré avec les acteurs de la société civile du Conseil National, du Comité de pilotage et du Secrétariat Technique de l'ITIE-RCA.

A l'occasion, Monsieur TIM les a entretenus sur le caractère multipartite de l'ITIE, dont les parties prenantes impliquées luttent pour la même cause.

Dr BOCOUM a quant à elle exhorté les acteurs de la société civile centrafricaine à être optimistes et s'impliquer pleinement dans la mise en œuvre de l'ITIE en RCA.

Puis, ce fut la rencontre avec les opérateurs du secteur minier. Les deux Experts ont été unanimes pour rappeler à ceux-ci leur rôle dans la mise en œuvre de l'ITIE. Ce rôle consiste à communiquer tous les paiements effectués à l'Etat.

Dans la soirée, les représentants du Gouvernement ont été à leur tour reçus par les membres de la mission. Ils ont été exhortés à prôner le dialogue avec la société civile qui est un partenaire stratégique, un allié dans la poursuite de la transparence.

A l'issue des rencontres avec les parties prenantes, la mission conjointe a instruit le Secrétariat Technique à procéder à la relecture du Décret N°08.260 DU 18 juillet 2008 pour que soit d'une part, intégrée la coalition « Publiez Ce Que Vous Payez » (PCQVP) dans les organes de l'ITIE-RCA : le Conseil National et le Comité de Pilotage ; d'autre part, de supprimer le poste du juriste qui est sans effet sur le fonctionnement du Secrétariat Technique.

Aussi, a-t-il été question de renfermer la mission des membres du Secrétariat Technique dans un mandat renouvelable pour permettre un meilleur suivi de l'ITIE en République Centrafricaine.

Journée du 2 novembre 2009

Cette journée a été marquée par la cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier de renforcement des capacités des membres des organes de la mise en œuvre de l'ITIE, présidée par le Ministre d'Etat aux Mines, à l'Energie et à l'Hydraulique, le Lieutenant-colonel Sylvain NDOUTINGAI.

Dans son discours d'ouverture, le membre du Gouvernement a spécifié que depuis des décennies, la contribution du secteur minier au développement économique de notre pays est restée faible, en raison de la contrebande mais aussi et surtout de la gestion opaque de ses ressources par les précédents régimes.

Fort de ce qui précède, a-t-il poursuivi, le Président de la République a instruit le Gouvernement qui a pris des mesures courageuses visant entre autre à identifier les maux qui gangrènent le secteur minier et y trouver des solutions. Toutes ces actions conjuguées ont amené le Président de la République à faire adhérer la République Centrafricaine à l'ITIE.

Aussi, le Ministre d'Etat a tenu à rappeler les principes fondamentaux de l'Initiative et les étapes franchies par la République Centrafricaine qui est aujourd'hui « Pays Candidat »

Il n'a pas manqué de situer le contexte de l'organisation de cet atelier qui s'inscrit dans le cadre de renforcement des capacités des membres des organes de la mise en œuvre de l'ITIE, de la société civile et des professionnels des médias. Car a-t-il dit « pour communiquer, il faut être soi-même informé et formé... »

Après avoir déclaré ouverts les travaux de l'atelier, la séance a été suspendue.

A la reprise, l'assistance a suivi le premier exposé présenté par le Secrétaire Technique de l'ITIE-RCA, Monsieur Robert MOÏDOKANA, sur le thème : Etat des lieux de la mise en œuvre de l'ITIE-RCA.

Cette mise en œuvre, a consisté à l'accomplissement des quatre premiers critères de l'ITIE. Ce qui a valu à la République Centrafricaine d'être déclarée « Pays candidat » le 21 novembre 2008. Au stade actuel, l'ITIE-RCA s'attèle à la préparation du deuxième rapport et au processus de la validation.

Le Secrétaire Technique n'a pas manqué de situer son auditoire sur la tournée des membres du Secrétariat Technique dans l'arrière pays en vue de procéder à la l'installation des comités locaux ITIE qui seront chargés de vulgariser les programmes ITIE et de disséminer les rapports. Ils se chargeront par ailleurs de faire remonter au Secrétariat Technique, les attentes de la population, pour une orientation de la stratégie de communication.

Le deuxième exposé inscrit au programme de la journée du 30 octobre qui a porté sur les mécanismes de la transparence et de la bonne gouvernance selon l'ITIE, a été présenté par NGAKOLA Célestin.

Selon l'orateur, ces mécanismes se résument en deux exigences qui sont :

- exigences aux sociétés extractives de communiquer les paiements effectués au profit du Gouvernement et ce dernier a aussi l'obligation d'en faire autant.
- exigences aussi de l'Administrateur Indépendant de rapprocher les chiffres qui lui ont été communiqués par les deux parties.

Puis, c'était au tour du Dr Brigitte BOCOUM de délivrer sa communication intitulée : « L'ITIE, une nouvelle référence dans le secteur minier ».

D'entrée de jeu, l'oratrice a précisé à son auditoire la place de l'ITIE axée essentiellement sur les mécanismes de collecte des redevances et impôts générés par l'exploitation des ressources naturelles.

Son mandat est limité aux flux financiers et elle repose sur le consensus, a-t-elle rappelé.

Dr BOCOUM n'a pas manqué de préciser que sur 30 pays candidats à l'ITIE, 22 se trouvent sur le continent africain

Elle a aussi défini le rôle de la société civile, l'une des parties prenantes clé dans la mise en œuvre de l'ITIE, car elle dispose de voix équitable au sein du Conseil d'Administration de l'Institution.

Pour cela, a-t-elle poursuivi, la société civile a des droits et responsabilités de renforcer ses capacités en vue d'améliorer sa compréhension de l'initiative. Elle a aussi insisté sur le fait que l'ITIE n'est pas un instrument de manipulation politique.

En se référant à la République Centrafricaine, elle a reconnu que la société civile commence à s'intéresser à la transparence, allusion faite à la mise en place dans notre pays du réseau « Publiez Ce Que Vous Payez ».

La société civile centrafricaine a donc intérêt à travailler en collaboration avec les autres parties prenantes, et surtout à renforcer ses capacités afin d'être au même diapason que les autres parties prenantes, lui a-t-elle conseillé en substance:

L'exposé sur la validation a été présenté par TIM BITTIGER. Après avoir présenté brièvement la validation comme étant un processus composé de 20 critères, il a indiqué que L'ITIE est une norme globale, flexible dans sa mise en œuvre au niveau national. Elle exige une gouvernance multipartite tant sur la plan mondial que national.

C'est donc un processus d'acquisition d'expériences avec une progression d'apprentissage. Ce n'est pas un processus achevé.

Monsieur TIM a, dans son exposé, mis l'accent sur les objectifs de la validation qui selon lui, consiste à reprendre le travail réalisé par l'Administrateur indépendant. C'est une évaluation participative, analysant les progrès atteints et la conformité avec les normes internationales.

Ce travail, a-t-il poursuivi, incombe à six (06) et bientôt dix (10) cabinets retenus par le Secrétaire International.

Avant de terminer son exposé, Monsieur TIM n'a pas manqué de présenter les conséquences de la validation. Ces conséquences consistent entre autres :

- à rayer de l'ITIE, le pays qui n'a pas encore commencé la validation;
- à rayer le pays qui a déjà commencé mais qui n'a pas pu l'achever ;
- à rayer le pays qui n'a pu réaliser des progrès significatifs.
- à accorder un statut de pays conforme pour une durée de cinq (05) ans au pays qui a observé la validation.

Ce n'est qu'après toutes ces observations que les débats ont été lancés.

Les orateurs sont intervenus tour à tour pour apporter des précisions et éléments de réponses aux questions des uns et des autres. Puis la séance a été suspendue.

Cette suspension n'a été du tout un repos pour Dr Brigitte BOCOUM et TIM qui ont été reçu en audience pendant plus d'une heure par le Ministre d'Etat aux Mines, à l'Energie et à l'hydraulique, Président du Comité de Pilotage de ITIE-RCA.

Interrogé à sa sortie par la presse, Monsieur TIM s'est dit porteur des mots de félicitations et d'encouragements du Secrétariat International de l'ITIE à l'endroit du Président de la République pour sa détermination et son engagement volontaire à faire adhérer la RCA à l'ITIE. Avec le membre du gouvernement ; a-t-il déclaré, ils ont passé en revue l'évolution de la mise en œuvre en RCA.

Dans l'après midi, la séance a été reprise par la présentation de la Grille de validation par Monsieur TIM. La grille de validation, selon l'intervenant prend en compte tous les paiements, et recettes divulgués, leur audit et leur rapprochement, et ceci avec la participation de tous les partis prenantes, et surtout de la société civile. Le validateur va beaucoup plus s'intéresser à elle, a-t-il conclu.

L'exposé relatif aux progrès réalisés a été présenté par le Secrétaire Technique de l'ITIE-RCA, Monsieur Robert MOÏDOKANA. Cet exposé est la suite logique de la présentation de la grille de validation faite par Monsieur TIM. A la lumière des éléments de réponses aux indicateurs fournis par le Secrétaire Technique, l'ITIE-RCA se prépare à l'élaboration du deuxième rapport et au processus de validation.

Puis, ce fut le tour du Pr JURGEN RUNGE de présenter son exposé sur le thème : La structure de la gouvernance de l'ITIE : le rôle des parties prenantes dans la mise en œuvre de l'initiative.

Après avoir présenté le projet GTZ/REMAP/CEMAC qu'il dirige depuis deux ans, le Professeur JURGEN a ensuite défini ses objectifs qui sont :

- la bonne gouvernance
- le développement durable
- la prévention et la gestion des conflits

- la lutte contre la pauvreté.

A l'issue de cette présentation, les débats ont été lancés pour la seconde fois et des réponses ont été apportées aux préoccupations des uns et des autres par les orateurs.

Journée du 3 Novembre 2009

Conformément au programme de séjour qui prévoit la visite des sites miniers, le Secrétaire Technique de l'ITIE-RCA a conduit une mission à Boda à cet effet.

La mission est composée de :

- Robert MOÏDOKANA, Secrétaire Technique ITIE-RCA
- TIM BITTIGER, Directeur régional pour l'Afrique francophone au Secrétariat International de l'ITIE,
- Paul-Sorphan POUMALE, chef de la cellule collecte et réconciliation des données,
- Roger SEREDAMAZOUI, chef de la cellule information et communication
- Virginie MOKONDJI, de la Télévision Centrafricaine.

La mission qui a quitté Bangui pour Boda vers 10 heures a marqué une escale à Mbaïki pour rendre une visite de courtoisie au Préfet de la Lobaye, Monsieur David DOUI.

La mission est arrivée à Boda vers 16 heures. Après un briefing avec le Sous-préfet de Boda, Monsieur BENAM-GUENEKINI Joseph. Elle eu une série de rencontre avec les artisans miniers, coopératives minières, bureaux d'achat et autorités locales.

Ils ont été entretenus sur l'historique de l'ITIE, sa mise en œuvre dans notre pays, les parties prenantes impliquées dans le processus et leur rôle.

Journée du 4 novembre 2009

Dans la matinée, l'équipe de la mission a effectué la visite des sites miniers de Banagbelé situé à 18 km de Boda, et de l'unique bureau d'achat ADR de la ville avant de regagner Bangui dans la soirée.

Journée du 5 novembre 2009

Avant la reprise de l'atelier, les membres de la mission qu'accompagnait le Secrétaire Technique ont été reçus par le Premier Ministre, Chef de Gouvernement, Son Excellence Monsieur Faustin Archange TOUADERA. Au cours de cette audience, Monsieur TIM BITTIGER et Dr Brigitte BOCOUM ont fait le point sur leur mission qui prend fin ce jour.

Ce n'est qu'après cette audience que les travaux ont véritablement repris. Trois exposés ont été successivement présentés ; Le Secrétaire Technique de l'ITIE-RCA a d'abord présenté un exposé sur l'état d'avancement de la mise œuvre de l'ITIE en République Centrafricaine.

Ensuite, Dr BOCOUM est intervenue pour présenter un exposé sur le thème : l'ITIE et la société civile.

La dernière communication a été faite par Monsieur TIM BITTIGER sur la validation.

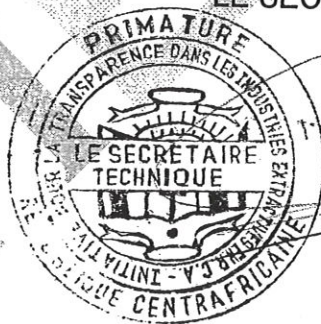
Tous ses exposés ont été suivis de débats puis la séance a été suspendue.

A la reprise, le Ministre d'Etat aux Mines, à l'Energie et à l'Hydraulique le Lieutenant colonel Sylvain NDOUTINGAI, a prononcé le discours de clôture. Il a exhorté les professionnels des médias à faire preuve d'objectivité et de probité dans le traitement de leurs articles, car l'ITIE est l'affaire de tous.

Après avoir déclaré clos les travaux de l'atelier, le Ministre d'Etat et les deux experts ont animé une conférence de presse où tous les sujets ayant trait à l'ITIE et au secteur minier centrafricain ont été abordés.

Fait à Bangui le

LE SECRETAIRE TECHNIQUE DE L'ITIE-RCA



Robert MOÏDOKANA